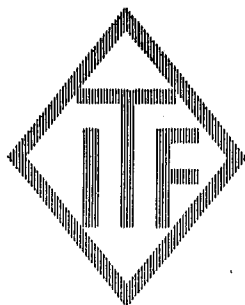


# FASCISME

N°9

Amsterdam, le 4 mai 1935.



Incitation au meurtre .(I.T.F.) Suivant des renseignements dans la presse polonaise, les terroristes nazis ont, pendant la campagne électorale, blessé plus ou moins gravement plus de 200 militants des syndicats libres. Les Nazis avaient espéré pouvoir obtenir par la terreur "70% des voix ou davantage" (Danziger Vorposten N° du 12 avril 1935) afin de pouvoir interdire les syndicats libres, une fois qu'ils disposeraient d'une majorité des deux tiers. C' est espoir s'est évanoui devant la résistance des travailleurs. Pleins de rage, les Nazis dantziens déclarent malgré cet échec, qu'ils feront tout ce que prescrit "pour les nationaux-socialistes la loi écrite ou non écrite" (!) Dans le "Danziger Vorposten", l'organe officiel du parti national-socialiste, district de Dantzig, le rédacteur en chef invite dans un éditorial du 12 avril les membres du parti à assassiner les anti-fascistes qui osent résister à l'arbitraire nazi: " Chaque national-socialiste individuellement a sa tâche à Dantzig; il doit chercher celui dont les conceptions sont contraires aux siennes et le convertir, lorsque rien ne sert, le détruire ( le texte original contient ces mots en italique!) Il ne servira plus à rien alors de dissimuler: l'adversaire sera traité comme adversaire. Chaque national-socialiste est à présent brûlant du désir de se montrer un véritable militant pour ses conceptions! Les nationaux-socialistes dantziens proclament la liberté de meurtre comme dans le Troisième Reich!

Une lutte qui a du succès .(I.T.F.) La police politique de la dictature chrétienne autrichienne a édicté l'ordonnance suivante contre ceux qui ent la reconstitution des syndicats libres des travailleurs autrichiens. " Comme suite à l'ordonnance du 16 janvier 1935, nous annonçons que la lutte contre le mouvement syndical illégal n'a guère donné de résultats jusqu'à présent, que les tentatives pour réorganiser le mouvement sont en partie couronnées de succès, que des cotisations syndicales sont encaissées, que des hommes de confiance révolutionnaires sont désignés, que des secours sont servis et que des relations secrètes sont entretenues avec des groupements de l'étranger.

Les socialistes révolutionnaires ainsi que les communistes ont l'intention de constituer dans les syndicats illégaux une organisation massive qui reprendra graduellement les fonctions du parti qui a été détruit. Les démarches faites par le mouvement syndical légal (syndicat unique), pour gagner les travailleurs autrefois orientés vers la gauche, s'en trouvent considérablement

entravées."

(La première ordonnance à laquelle il est fait allusion ci-dessus, a été publiée dans le supplément au N° 3 de "Fascisme".)

Dictature catholique contre ouvriers catholiques.(I.T.F.) Les travailleurs catholiques ont le devoir de se ranger du côté de leurs collègues syndicalistes. La réaction catholique opprime les travailleurs tout autant que le national-socialisme "païen". La pratique de la dictature autrichienne constitue un grave avertissement.

Les chefs des syndicats chrétiens ont combattu en Autriche, ensemble avec la bourgeoisie chrétienne et juive, les syndicats libres. Ils se sont réjouis lorsque les fascistes catholiques ont écrasé les travailleurs autrichiens à coups de canon et ils ont espéré que les syndicats chrétiens hériteraient de la succession des organisations ouvrières libres. Cet espoir a été déçu : La Heimwehr dirigée par le vice-chancelier Starhemberg menace les organisations ouvrières chrétiennes avec des mitrailleuses. Nous recommandons à tous les travailleurs catholiques qui appartiennent encore à des organisations ayant des tendances plus ou moins fascistes, de lire la "Oesterreichische Arbeiterzeitung", l'organe central du mouvement chrétien des ouvriers et employés autrichiens. Ils trouveront dans ce journal des notices disant que la Heimwehr disperse des réunions des chrétiens, que des assemblées des Heimwehren exigent que le président du mouvement ouvrier chrétien, le conseiller d'Etat Kunschak, soit pendu, que les orateurs des Heimwehren menacent de diriger des mitrailleuses contre les ouvriers catholiques (N° 16). La Heimwehr a déclaré a présent qu'à l'avenir elle disperserait toutes les réunions dans lesquelles Kunschak prend la parole. Les chrétiens ont fait appel au gouvernement. La réponse du gouvernement chrétien était une interdiction pour Kunschak de parler en public!

La dictature chrétienne a le pouvoir de forcer les employeurs à respecter "la justice sociale". N'empêche que les ouvriers catholiques lisent dans l'organe central du mouvement ouvrier chrétien : "La production a été considérablement augmentée dans plusieurs branches industrielles. Les actions montent, les dépôts des épargnants se sont accrus, des dividendes plus élevés ont pu être distribués. Ce que toutefois on n'a pas pu constater, ce sont les effets favorables de ces événements sur la situation économique des travailleurs. Une baisse du chiffre des chômeurs devrait se produire à la suite de ce redressement économique et avant tout une augmentation du montant touché en salaires, de la part des travailleurs au revenu social, aurait dû se produire et cette condition, nécessaire à toute rénovation d'ordre social, ne s'est pas réalisée."

La dictature catholique, non seulement n'a pas protégé les ouvriers, mais elle aide la réaction sociale. "En cas d'inobservation des prescriptions de protection sociale, en cas de ruptures de réglementations contractuelles, lorsque le patronat se soustrait à la conclusion de contrats collectifs et à maintes autres occasions, il se trouve que les travailleurs ne peuvent pas se réclamer du droit et de la loi". (N° 17) La conférence nationale des travailleurs chrétiens d'Autriche se plaint amèrement de ce qu'il n'est pas rare "que des pouvoirs publics adoptent une attitude peu sociale, voire anti-sociale, dans l'application des lois".

Telle est la pratique d'une dictature catholique contre les travailleurs, que ceux-ci soient organisés dans les syndicats libres ou dans des syndicats catholiques!

Tué en s'enfuyant.(I.T.F.) Des centaines de braves ouvriers allemands ont été lâchement tués par les nationaux-socialistes, assassinés dans les prisons, martyrisés dans les camps de concentration. Au début d'avril ils ont assassiné Fritz Husemann, le dernier président de la Fédération des ouvriers du sous-sol d'Allemagne. Le secrétaire de l'Internationale des mineurs écrit à ce propos: "Husemann qui avait 62 ans a été traîné d'un camp de concentration dans l'autre. Il paraît qu'une fois mis en liberté, il aurait rapporté sur les procédés de torture coutumiers dans les camps de concentration. C'est ce qui donna lieu à la police secrète de l'Etat de lui demander de rendre des comptes de son attitude. Pendant l'interrogatoire il déclara ouvertement qu'il ne se laisserait imposer le silence par personne. Dans la nuit subséquente, des nationaux-socialistes pénétrèrent dans sa cellule et le frappèrent jusqu'à lui faire perdre connaissance. On suppose que dans le courant de cette nuit il est mort des suites de ces coups et que pour dissimuler le meurtre on a transporté son corps dans le camp de concentration de Börgermoor.

Les autorités firent savoir à la famille de Fritz Husemann qu'il avait été tué pendant une tentative de fuite. "

Depuis le début de mars, la terreur contre les travailleurs allemands s'est considérablement accentuée. On annonce des arrestations en masse de toutes les parties de l'Allemagne et personne ne connaît encore le nombre des victimes de la nouvelle campagne de représailles dont Fritz Husemann a été une des victimes, une dont on connaît le nom parmi beaucoup d'anonymes.

Retenues au profit d'avions de bombardement. (I.T.F.) Le lieutenant de Hitler a interdit les quêtes de toute nature. Cette interdiction n'existe cependant que sur le papier. Le 2 avril le Commissaire d'Etat pour la ville de Berlin a publié un appel au personnel au service du commissariat d'Etat de la ville de Berlin. Cet appel dit entre autres: "... le 10 avril le mariage du ministre de l'Aéronautique sera célébré à l'Hôtel de ville de Berlin en la présence du Führer et chancelier. Le désir a été exprimé de manière spontanée (!) parmi le personnel au service de Commissariat d'Etat et de la ville de Berlin de lui offrir ce jour, comme un témoignage d'appréciation reconnaissante pour son travail inlassable au profit du prestige allemand un don pour son escadre "Richthofen" et d'exprimer ainsi les sentiments d'attachement de la ville et de ceux qu'elle emploie pour lui et sa glorieuse défense aérienne. Il convient de traduire cette idée par des actes. Nous faisons par conséquent appel à tous les ouvriers et employés, apprentis et fonctionnaires de l'organe de surveillance de l'administration municipale et de ses entreprises pour qu'ils participent à un don à la mémoire de Richthofen, qui sera remis au Premier ministre de Prusse à l'Hôtel de ville de Berlin à l'occasion de son mariage. Nous sommes convaincus que chaque employé prendra part avec joie à cet hommage."

Afin d'augmenter la joie de cette retenue "volontaire", l'appel qui était signé par le Commissaire d'Etat et par le maire, indiquait en même temps le barème des dons minima prescrits et les offices du personnel des entreprises municipales lançaient l'instruction: "Il faut que les chefs de service fassent le nécessaire pour assurer la réussite de la quête".

Le Commissaire d'Etat de la ville de Berlin a pu offrir au général de l'Aéronautique allemande comme cadeau de noce un chèque de 40.000 marks.

Un exemple lumineux (I.T.F.) Il y a un an à peu près que parut en Allemagne une biographie pleine d'éloges de "celui qui a pour mission dans l'Allemagne nationale-socialiste de diriger tous ceux qui travaillent dans l'industrie du bâtiment." La préface à cette biographie déclare que les travailleurs ne pouvaient pas mieux donner expression à leur reconnaissance vis-à-vis de leur chef, qu'en priant le sort de vouloir le leur conserver pendant longtemps encore.

Le sort ne s'est cependant pas laissé émouvoir. Le chef de la communauté d'entreprise du bâtiment, membre de la direction centrale de l'organisation des cellules d'entreprise, "l'exemple lumineux" de tous les ouvriers allemands du bâtiment, n'occupe plus ses hautes fonctions. Ce Führer qui avait créé une organisation "qui n'était pas une institution de prévoyance pour les bonzes" a disparu. Il s'était fait payer pour améliorer ses revenus, une certaine commission lors de l'achat d'autos de luxe, indispensables aux bonzes du Front du Travail. Pour son malheur, les rivaux en ont eu vent et au début de mars ce chef capable de la communauté d'entreprise nationale a dû quitter son poste. On a interdit à la presse allemande de donner des renseignements sur les agissements de ce mauvais bonze. On a désigné un autre "exemple" pour les ouvriers du bâtiment.

Il y a 5 millions qui ne payent pas de cotisations. (I.T.F.) Le Dr. Ley, chef du Front allemand du Travail, a déclaré au quotidien portugais "O Seculo" de Lisbonne, que le Front allemand du Travail avait en effet 23 millions d'adhérents; 20.000.000 adhéraient individuellement et 3 millions étaient membres par la voie de leur groupement. Or, le trésorier du Front du Travail a déclaré au Congrès de Leipzig qu'en février 1935 on a encaissé 23 millions de marks, avec une cotisation moyenne de 1,51 mark, ce qui correspond environ à 15½ millions de membres cotisants. 8 jours plus tôt cependant, le même trésorier avait parlé d'une cotisation moyenne de 1,56 mark par mois, ce qui ferait descendre le nombre de membres cotisants à 15 millions. Le trésorier ne semble donc pas très bien savoir lui-même dans quel état se trouve la caisse du Front du Travail et il regrette probablement avoir donné quelques renseignements, car à présent tout le monde

peut constater par un petit calcul que sur les 20 millions d'adhérents au Front du Travail, il y en a 5 millions qui ne payent pas de cotisations.

Un concours pour des adeptes du national-socialisme. (I.T.F.) Le Front allemand du Travail a organisé au profit de la propagande un "concours professionnel national" auquel un million de jeunes gens et jeunes filles auraient participé: 300.000 jeunes filles au concours de cuisine et de couture; environ 350.000 jeunes paysans et ouvriers agricoles ainsi qu'environ 350.000 jeunes ouvriers et employés dans les travaux de leur profession respective. Dans quelques rares entreprises seulement on a compensé à la jeunesse la perte de revenu découlant de la participation au concours et on assurait aux employeurs qu'un résultat exceptionnel ne donnait droit à aucun jeune d'exiger une rétribution plus élevée ou une terminaison prématurée de sa période d'apprentissage.

Le concours devait servir à désigner les jeunes ouvriers les plus "capables", mais on eut soin de faire le choix de telle manière que seuls des membres sélectionnés de l'organisation des Jeunesses nationales-socialistes pouvaient sortir vainqueurs. Les jeunes qui étaient en mesure de satisfaire aux exigences professionnelles du concours devaient encore se soumettre à un examen de sport de défense et finalement à un interrogatoire sur leurs conceptions politiques.

L'Allemagne poursuit ses armements. (I.T.F.) La moitié du "plan quadriennal" national-socialiste s'est déroulé. Deux "batailles du travail" ont été livrées pour stimuler l'industrie privée; la troisième n'a plus été inaugurée, le dictateur économique le Dr. Schacht, ayant imposé le holà. D'après les calculs de l'organe de la haute finance suisse, le "Neue Züricher Zeitung" (N° 309) 13 milliards de marks ont été pendant les deux années écoulées engagés de force dans l'économie allemande dont au moins 8 milliards  $\frac{1}{2}$  pour financer le réarmement, un milliard en primes à l'exportation et le reste pour combattre le chômage, somme qui, "sans doute a de nouveau profité au réarmement".

Pendant la dernière année budgétaire (1933 - 1934) les recettes en impôts et taxes étaient de 6,8 milliards, l'énorme somme de 13 milliards n'a pu être obtenue que par la contraction de nouvelles dettes, c'est-à-dire par l'émission de traites. "On comprendra qu'avec cette méthode de financement, la stabilité de toute la construction n'est assurée qu'aussi longtemps qu'il n'y a pas de contre-coup dans l'activité de l'industrie allemande". Un pareil contre-coup doit conduire à une catastrophe.

Les efforts faits pour stimuler l'économie n'ont pas réussi: "on n'a pas mis en mouvement une nouvelle dynamo, mais simplement consumé un accumulateur" ("Das Neue Tagebuch"). La dictature voulait par conséquent destiner pour les deux années à venir encore 8 milliards à l'armement et aux travaux de secours. Seulement entre 1935 et 1938, le Troisième Reich doit honorer au moins 8 milliards de traites. Il n'y a plus moyen d'emprunter de l'argent pour de nouvelles "batailles du travail". Si l'on veut poursuivre les armements au même rythme, l'unique issue est la presse à billets de banque, c'est-à-dire l'inflation illimitée. Les Nazis craignent l'augmentation du chiffre des chômeurs davantage que l'inflation. Le Dr. Ley a assuré dans son appel pour le 1er mai, qu'à la fin de l'année il n'y aurait plus aucun chômeur. 6 millions de chômeurs ont pris acte de cette promesse, avec incrédulité. Le Dr. Ley a annoncé, il est vrai, que la bataille du travail serait poursuivie, mais le président de la Reichsbank le Dr. Schacht, le dictateur économique du Troisième Reich, a posé un ultimatum. Il a fait écrire (dans le "Deutscher Volkswirt" du 18 avril): "Il faut naturellement que nous comprenions que les travaux de secours financés des ressources publiques dans l'étendue des deux années écoulées, ne peuvent pas être poursuivis indéfiniment... Des limites financières sont posées même aux conceptions les plus généreuses, par des considérations supérieures d'ordre politique et national". Avec plus de netteté encore le Dr. Schacht a fait écrire le vice-président de la Reichsbank (dans "Die Staatsbank" du 20 avril). Il est dit que la Reichsbank n'a participé à la politique d'extension des crédits que parce qu'il lui avait été promis "qu'elle ne serait pas placée dans l'obligation de dépasser les limites du possible". Si on poursuit les méthodes actuelles de financement "avec leurs dangers pour l'économie et pour la politique monétaire" on aboutira à une catastrophe économique, à une ré-

pétition de l'inflation d'il y a à peine une décade. Par une inflation toutefois, "le national-socialisme trahirait sa grande mission historique et renoncerait à tous les succès conquis dans le domaine politique." La trahison du programme n'effraie pas les Nazis mais -- ainsi avertit le remplaçant du Dr. Schacht -- une continuation de la politique de prêts, une inflation compromettrait le réarmement, "l'épée deviendrait obtuse". Armement ou travaux pour combattre le chômage -- voilà l'ultimatum de Schacht au parti national-socialiste; pour les deux l'argent ne suffit pas.

La Reichswehr est du côté de Schacht; on connaît donc la décision d'avance. Le réarmement sera poursuivi; le chômage restera.

Les résultats officiels. (I.T.F.) Jusqu'au 27 avril 1935, les nationaux-socialistes ont maintenu le mensonge que les élections d'hommes de confiance de 1934 avaient constitué un vote des travailleurs en faveur de la dictature. Le 26 mars encore le "Völkische Beobachter" écrivait: "Le résultat des élections signifiait dans le temps (1934) une majorité écrasante en faveur des listes de l'organisation nationale-socialiste des cellules d'entreprise. Le 27 avril cependant le Dr. Ley reconnaissait dans une correspondance de presse qu'en 1934 "à peine 40% des électeurs avaient participé au vote" et d'autres mots que 60% des ouvriers et employés allemands avaient saboté les conseils de confiance. Il ne se risqua toujours pas à indiquer le résultat de ces élections. On peut par conséquent admettre sans crainte d'erreur qu'au moins les trois quarts des ouvriers et employés ont voté l'année dernière contre les Nazis.

Cette année encore les nationaux-socialistes annoncent une "majorité écrasante" pour leur liste. Qui les croit encore ?

Parades forcées. (I.T.F.) Le 1er mai les travailleurs allemands ont de nouveau été forcés à se rassembler pour célébrer la fête du travail des jeunes; on menaçait d'un renvoi sans préavis ceux qui se soustraient à la participation. Le Front allemand du Travail a expédié des circulaires qui avaient été affichées dans maintes entreprises afin de stimuler l'enthousiasme pour la célébration du 1er mai des jeunes. En voici le texte:

"A toutes les sections et cellules d'entreprise! Nous prions de permettre à tous les membres de l'organisation des cellules d'entreprise et du Front allemand du Travail de même qu'à tous les autres salariés de prendre connaissance du jugement du tribunal prud'hommal de Karlsruhe et de communiquer ce jugement, non accompagné de commentaires, à tous les chefs d'entreprise. Ce jugement est d'une importance particulièrement grande à l'époque actuelle précisément où plus d'un citoyen croit pouvoir se soustraire à ses devoirs."

Voici le jugement du tribunal de Karlsruhe du 6 juillet 1934: "En s'éloignant des locaux avant le chant "Deutschland über alles" et celui de Horst-Wessel et en ne pas participant à des parades, festivités et autres démonstrations communes du personnel, un salarié se place sciemment en dehors de la communauté populaire et témoigne d'un état d'esprit hostile à l'Etat. Une pareille attitude justifie un renvoi sans préavis."

Le camp de concentration attend celui qui a été congédié sans préavis.

Les travailleurs qu'on a forcé à manifester ensemble ont été filmés et les films vont être tournés dans tous les pays comme une "preuve" de "l'enthousiasme" des travailleurs pour le Troisième Reich.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Chose promise, chose due. (I.T.F.) L'horaire de service du personnel roulant des tramways de Hambourg a été considérablement avili; la journée de service a été divisée en trois parties intermittentes. L'indignation parmi le personnel est générale. Les présidents des cellules d'entreprise, tâchant d'apaiser quelque peu les esprits agités, avaient promis, que, grâce à une réalisation des promesses nationales-socialistes de 1932, l'avilissement serait compensé par une majoration des salaires. Lorsque toutefois la Direction se trouva ne pas être prête à des concessions, les présidents des cellules d'entreprise étaient embarrassés.

Dans une réunion non publique, le président de cellule d'entreprise du dépôt Süderstrasse tenta une démarche auprès de la direction. Il rappela qu'en 1933 encore on avait promis au personnel d'abolir les réductions pratiquées à la suite du décret-loi du Chancelier von Papen. "Vous, citoyen Stanik, nous avez déclaré dans le temps dans l'assemblée du personnel, que si vous étiez seulement pendant 6 semaines à la tête de l'entreprise, les 80 marks que nous avait pris von Papen, nous seraient rendus. A présent on nous reproche à nous, présidents des cellules d'entreprise, que non seulement les réductions n'ont pas été supprimées, mais qu'elles ont même été agrandies. Au fond, les marxistes nous ont traité plus décevantement que vous."

Le président de cellule d'entreprise qui avait prononcé ces mots hardis, fut sur le champ exclu du parti. Mais la cellule prit le parti de ce "vieux militant". Comme on se trouvait au seuil des élections des conseils de confiance, la direction céda. On rendit au président le droit de porter la chemise brune, non pas cependant sans l'avertissement préalable qu'il devait dorénavant s'abstenir de rappeler à la direction d'anciennes promesses.

Les bateliers doivent payer. (I.T.F.) L'organisation syndicaliste des bateliers allemands était classée suivant les bassins fluviaux. Pour les voies d'eau d'Allemagne occidentale, une administration spéciale existait par exemple. Les Nazis ne se sont pas contentés, après la dissolution des syndicats libres, d'assassiner le leader de la section des bateliers des voies d'eau d'Allemagne occidentale, le camarade Birk, ils ont aussi détruit la méthode adoptée par les syndicats et ils ont par exemple groupé les bateliers du Rhin, selon leur domicile, dans les différentes sections locales du Front allemand du Travail. Les bateliers en ont profité: Sur le Haut-Rhin ils déclaraient qu'ils payaient leurs cotisations dans le Bas-Rhin et vice-versa. Même l'appui des capitaines et des armateurs ne pouvait pas aider le Front du Travail à encaisser les cotisations tant désirées. Finalement, on dut avoir recours aux anciennes méthodes organiques sans toutefois obtenir le succès escompté. A présent le Front allemand du Travail expédie régulièrement aux armateurs des formules sur lesquelles les capitaines ou patrons de navires doivent, par leur signature, confirmer qu'ils ont retenu les cotisations au Front du Travail sur le salaire de leurs hommes. Ces méthodes seules permettent au Front du Travail d'encaisser les cotisations; sans elles il aurait pu attendre longtemps!

Les bons chrétiens. (I.T.F.) La direction générale des chemins de fer fédéraux d'Autriche a congédié un cheminot sans préavis et avec perte de tous les droits acquis, parce qu'il avait aidé à la distribution du journal clandestin des cheminots et ouvriers des transports autrichiens. Le révoqué est marié et père de quatre enfants. Les sentiments pieux de la dictature chrétienne ne l'empêchent pas de se venger sur les femmes et enfants de leurs adversaires politiques.

On craint la vérité. (I.T.F.) Tous les navires marchands allemands sont équipés de postes de réception de T.S.F. en vue de leur affectation, en cas de guerre, comme croiseurs auxiliaires. Le ministère de la Propagande a toutefois stipulé de manière expresse que sur chaque unité, il ne peut y avoir qu'un seul poste de réception. Il craint sans doute que les marins s'installent leurs propres récepteurs et apprennent, en écoutant des postes étrangers, plus d'une vérité qu'on n'a pas le droit de connaître dans le Troisième Reich.